



Centre Hospitalier  
BUÉCH-DURANCE



## Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

Fax : 04.92.40.61.68

E-mail : [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr)



Groupement  
Hospitalier de Territoire  
**Alpes du Sud**

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Alpilles • Barcelonnette

SE9 N111

**FOURNITURE DE FRUITS ET LEGUMES FRAIS,  
DE LEGUMES PREPARES REFRIGERES ET DE  
FRUITS ISSUS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE  
DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE  
COMMANDES DU GHT DES ALPES DU SUD –  
FFLF25**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET  
TECHNIQUES PARTICULIERES N° 012-2025  
(CCP)**

**Marché passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives  
aux marchés publics :**

**des articles R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de  
la Commande Publique.**

**Passation d'un ACCORD-CADRE DE FOURNITURES MULTI-ATTRIBUTAIRES,  
donnant lieu à des MARCHES SUBSEQUENTS (article R. 2162-10),  
exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).**

**Code nomenclature DGOS : HD10G000**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	4
1-3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ.....	6
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>6</b>
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2-2 ASSURANCES .....	6
<b>ARTICLE 3 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS .....</b>	<b>7</b>
3-1 LOT N° 1 : FRUITS ET LEGUMES FRAIS DE PREMIERE GAMME, DE LEGUMES PREPARES REFRIGERES DE QUATRIEME GAMME.....	7
3-1.1 Mise en concurrence.....	7
3-1.2 Jugement des propositions des marchés subséquents .....	8
3-2 LOT N° 2 : POIRES BENEFICIAANT D'UNE MENTION AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET LOT N° 3 : POMMES BENEFICIAANT D'UNE MENTION AGRICULTURE BIOLOGIQUE .....	8
3-2.1 Mise en concurrence.....	8
3-2.2 Jugement des propositions des marchés subséquents .....	9
<b>ARTICLE 4 – DEFINITION DES BESOINS – CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
4-1 GENERALITES .....	9
4-2 BONS DE COMMANDES .....	10
4-3 CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE .....	10
4-3.1 Spécificités .....	11
4-3.2 Produits d'importation.....	11
4-3.3 Respect de la réglementation.....	11
4-3.1 Organismes génétiquement modifiés (OGM).....	11
4-4 RESPONSABILITES .....	12
4-5 CONDITIONS DE TRANSPORT ET DE LIVRAISON .....	12
4-5.1 Emballage des produits frais et réfrigérés.....	13
4-5.2 Température des produits réfrigérés .....	13
4-5.3 DLC des produits frais et réfrigérés.....	14
4-6 OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION.....	14
4-6.1 Réception quantitative .....	14
4-6.2 Réception qualitative .....	14
4-7 NON-CONFORMITE .....	15
<b>ARTICLE 5 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 7 – FORME DE PRIX.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9 – PENALITES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION PAR DEFAULT .....</b>	<b>19</b>
10-1 RESILIATION.....	19
10-2 EXECUTION PAR DEFAULT .....	19

ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20
ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....	20
ANNEXE 2 : EXEMPLE FICHE INCIDENT.....	21

## **ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE**

### **1-1 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la passation d'un accord-cadre multi-attributaires relatif à la fourniture de fruits et légumes frais de première gamme, de légumes préparés réfrigérés de quatrième gamme et de fruits issus de l'agriculture biologique, pour le Centre Hospitalier Buëch-Durance à LARAGNE-MONTEGLIN (CHBD), le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS), sites de GAP et de SISTERON, le Centre Hospitalier d'EMBRUN (CHE), le Centre hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS (CHAQ), le GCS Plateforme hospitalière situé au Centre Hospitalier des Escartons à BRIANÇON et l'EHPAD Guil Ecrins à GUILLESTRE, Centre Hospitalier de BARCELONNETTE, dans le cadre du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud – FFLF25.

### **1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE**

Cette prestation fait l'objet des trois lots précisés ci-après :

- Lot N° 1 : Fruits et légumes frais de première gamme, de légumes préparés réfrigérés de quatrième gamme
- Lot N° 2 : Poires bénéficiant d'une mention agriculture biologique
- Lot N° 3 : Pommes bénéficiant d'une mention agriculture biologique.

### **1-3 FORME DU MARCHE**

#### Personne Publique contractante :

Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud  
1, place Auguste Muret  
B.P. 101  
05007 GAP CEDEX

#### Coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – site de GAP, représenté par le Directeur d'établissement.

Ce marché est passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics, des articles R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures multi-attributaires donnant lieu à la passation de marchés subséquents (article R. 2162-10 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique), basé sur les quantités estimatives définies dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Les quantités sont données à titre indicatif, d'après les consommations de l'année 2024 ; elles ne sont pas contractuelles.

Le seuil maximal de commande annuel correspondant à quatre fois les quantités de l'annexe financière.



L'accord-cadre à marchés subséquents est un contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques publics ou privés, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer pendant une durée déterminée, notamment en ce qui concerne les prix, et, le cas échéant, les quantités envisagées. Il accorde une exclusivité unique ou partagée au(x) candidat(s) sélectionné(s) qui seront ultérieurement remis en concurrence en fonction des besoins.

Les marchés subséquents sont les marchés passés après cette remise en concurrence, suivie de l'émission de bons de commande. Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter les termes de l'accord-cadre.

Dans le cadre de ce marché, il a été décidé de **retenir les trois premiers candidats** à l'accord-cadre, sous réserve d'un nombre d'offres suffisant, qui ont été classés en fonction des critères de choix énoncés dans le règlement de la consultation.

Les prix de l'accord-cadre sont des prix plafonds fermes pendant toute la durée du marché. Les délais de livraison des délais maximum qui ne pourront en aucun cas être dépassés lors des marchés subséquents.

La passation des marchés subséquents interviendra au moment de la survenance du besoin.

Les fournisseurs retenus à l'accord-cadre sont remis en concurrence par les marchés subséquents, par chacun des établissements, en fonction du besoin pour les prestations décrites à l'annexe à l'acte d'engagement, qui fixeront les prix, les quantités, les délais de livraison, les dates et heures limites de remise des offres.

Cette remise en concurrence s'effectue :

- pour le lot N° 1 : par période de 4 semaines
- pour les lots N° 2 et N° 3 : par période annuelle

En cas de non-réponse lors des marchés subséquents, le titulaire doit motiver par écrit son absence d'offre.

Le bon de commande, établi par chacun des établissements concernés, comportera :

- ✓ les noms et adresse du titulaire
- ✓ les numéros et date du marché
- ✓ les numéros et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

#### **1-4 DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ou de la date notification si celle-ci intervient après le 01/09/2025. Il est renouvelable trois fois par tacite reconduction par période de 12 mois et pour une durée totale de 4 ans.

##### Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

### **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

#### **2-1 PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- la ou les annexes financières à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- la fiche renseignements fournisseur ;
- le questionnaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS, arrêté du 30.03.2021) ;
- les tarifs proposés lors de chaque remise en concurrence, avec mention des délais de livraison ;
- le bon de commande ;
- toutes autres pièces contractuelles demandées au stade des marchés subséquents (catalogue fournisseur, ...).

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

#### **2-2 ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG – FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

### **ARTICLE 3 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les commandes conclues sur la base de cet accord, seront attribuées après remise en concurrence des titulaires.

Pour rappel, les prix ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix indiqués dans l'annexe financière de l'accord-cadre ; ces prix plafonds sont fermes pendant la durée du marché.

Toutefois, en cas de hausse exceptionnelle du coût des matières en raison des conditions économiques extérieures et indépendantes de la volonté du titulaire, celui-ci pourra demander une révision de ses tarifs. Il devra :

- Apporter tout éléments de preuve (nationaux, internationaux, courrier, articles, cotations, etc..) justifiant de la fluctuation des coûts
- Prouver que les augmentations de tarifs sont appliquées à l'ensemble de ses clients
- Répercuter la hausse sur sa société et pas seulement sur le Groupement.

Les délais de livraison proposés ne pourront être en aucun cas supérieurs à ceux présentés dans le questionnaire fournisseur de l'accord-cadre.

#### **3-1 LOT N° 1 : FRUITS ET LEGUMES FRAIS DE PREMIERE GAMME, DE LEGUMES PREPARES REFRIGERES DE QUATRIEME GAMME**

##### **3-1.1 Mise en concurrence**

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin de chaque établissement.

Elle se fera sous la forme d'une demande adressée par télécopie ou par mail, aux titulaires de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre devront déposer une offre auprès de l'établissement ayant procédé à la remise en concurrence, **dans les délais exigés par celui-ci.**

En cas de non-respect de cette obligation, ils pourront être exclus temporairement de l'accord-cadre.

L'offre du titulaire consistera en une proposition tarifaire.

L'exécution des prestations donnera lieu à la passation de marchés subséquents chaque mois ou en fonction des besoins. Ces marchés se formaliseront :

- a) Jour 1 : le responsable restauration du site hospitalier concerné effectue une remise en concurrence en adressant par mail les besoins estimatifs (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent ») pour le mois suivant aux fournisseurs retenus à l'accord-cadre
- b) Jour 3 : les fournisseurs retournent leur proposition par mail (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent ») au responsable restauration du site concerné.

### **3-1.2 Jugement des propositions des marchés subséquents**

Les offres seront analysées **sur le critère « prix » (montant total de l'offre)**, sous réserve que le nombre et/ou l'importance des non-conformités majeures enregistrées au cours de la période précédente au moyen des fiches non conformités ne deviennent pas incompatibles avec les exigences de **qualité**, ce qui pourra exclure un ou des titulaires de l'attribution du marché pendant une ou plusieurs périodes :

- **Qualité des produits** : les établissements n'ont pas la capacité de stocker les fruits et légumes, il est tout particulièrement exigé des produits de bonne qualité gustative, un bon état de fraîcheur, des produits « mûrs à point », ou tout autre critère pouvant permettre d'apprécier la qualité des produits.
- **Qualité de service** : les éléments concernant la qualité de service seront aussi pris en compte dans l'enregistrement des fiches incidents des précédentes livraisons (respect des horaires de livraison, dépannages éventuels, ou tout autre critère permettant d'apprécier la qualité de service).

Le responsable restauration du site hospitalier retourne par mail le document (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent ») avec la mention :

- « proposition retenue » qui vaudra notification du marché subséquent au titulaire
- « proposition non retenue » aux candidats évincés.

A la suite de la notification du marché subséquent visée ci-dessus, le responsable de chaque site envoie par mail le bon de commande pour livraison la semaine suivante aux jours de livraison convenus. En fonction des structures et de leurs organisations, le responsable du site peut demander plusieurs jours de livraisons dans la semaine suivante. Il ne sera pas imposé au candidat d'effectuer des jours de livraisons consécutifs, sauf pour les dépannages.

Chaque adhérent se réserve la possibilité de commander occasionnellement des produits non listés dans l'annexe "quantification/allotissement" mais figurant au catalogue du titulaire en respectant les rubriques correspondantes au(x) lot(s) attribué(s) de la présente consultation.

En parallèle, dans le cadre de la loi Egalim, les établissements adhérents se réservent la possibilité de commander au catalogue des produits répondant aux critères de cette réglementation. A ce titre, le candidat transmet dans son offre (cf. questionnaire) la liste des produits associés.

### **3-2 LOT N° 2 : POIRES BENEFICIAIRE D'UNE MENTION AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET LOT N° 3 : POMMES BENEFICIAIRE D'UNE MENTION AGRICULTURE BIOLOGIQUE**

#### **3-2.1 Mise en concurrence**

Cette remise en concurrence interviendra une fois par an, trois mois avant la reconduction de l'accord-cadre.

Pour ces deux lots, si au cours d'une année, des intempéries reconnues au titre des calamités agricoles empêchent un titulaire de répondre à la remise en concurrence, cela ne



remettra toutefois pas en cause sa place en tant que titulaire de l'accord-cadre. Il sera donc à nouveau consulté l'année suivante.

L'exécution des prestations donnera lieu à la passation de marchés subséquents de la manière suivante :

- a) trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, le coordonnateur du Groupement de commandes du GHT représenté par la Cellule des Marchés du CHICAS effectue une remise en concurrence annuelle en adressant par mail les besoins estimatifs (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent » pour l'année suivante aux fournisseurs retenus à l'accord-cadre
- b) Les fournisseurs retournent leur proposition par mail et par courrier postal, tamponnée et signée (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent ») à la Cellule des Marchés du CHICAS. Cette proposition pourra être revue à la baisse par rapport à l'accord cadre. Elle sera valable pour 12 mois.

### **3-2.2 Jugement des propositions des marchés subséquents**

Les offres seront analysées **sur le critère « prix »**, sous réserve que le nombre et/ou l'importance des non-conformités majeures enregistrées au cours de la période précédente au moyen des fiches non conformités ne deviennent pas incompatibles avec les exigences de **qualité**, ce qui pourra exclure un ou des titulaires de l'attribution du marché.

Après analyse, le coordonnateur du Groupement de commandes du GHT représenté par la Cellule des Marchés du CHICAS retourne par mail le document (« fiche Remise en concurrence - marché subséquent » avec la mention :

- « proposition retenue » qui vaudra notification du marché subséquent au titulaire pour une durée de 12 mois
- « proposition non retenue » aux candidats évincés

et en informe tous les établissements du Groupement.

Afin de limiter les frais de transports, les établissements s'engagent à réaliser les commandes pour un **minimum de 100 € d'achat environ**.

## **ARTICLE 4 – DEFINITION DES BESOINS – CONDITIONS D'EXECUTION**

Les prestations concernent la fourniture de fruits et légumes frais de première gamme, de légumes préparés réfrigérés de quatrième gamme, issus ou non de l'agriculture biologique en fonction des lots.

### **4-1 GENERALITES**

Les termes non couverts par l'accord-cadre et réévalués lors des marchés subséquents seront précisés lors des remises en concurrence.

Ces termes sont :

- les prix,
- les quantités,

- les délais de livraison,
- les dates et heures limites de transmission des offres.

#### **4-2 BONS DE COMMANDES**

A l'issue du résultat du marché subséquent, les commandes seront établies et transmises au fournisseur en fonction du jour de livraison, par les services restauration de chaque établissement et transmises au titulaire du marché subséquent par mail (éventuellement par télécopie ou téléphone).

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins. Pour les besoins urgents, le fournisseur pourra être amené à effectuer des livraisons de « dépannage » au quotidien.

Chaque bon de commande comportera obligatoirement :

- la dénomination de l'établissement demandeur
- les nom et adresse du titulaire
- les numéros et date du marché
- les numéros et date du bon de commande
- la désignation de la fourniture commandée
- la quantité commandée
- les lieux et date de livraison
- l'adresse de facturation
- le montant total hors taxes de la commande.

#### **Exécution par défaut :**

Le fournisseur retenu pour la période devra impérativement honorer les commandes passées par les établissements (prix, produits, quantités, etc.). En cas de rupture d'un produit indiqué sur la commande, le fournisseur retenu devra en avertir l'acheteur ou son représentant et lui proposer un produit similaire ou supérieur, au même tarif. A défaut, l'établissement se réserve le droit d'assurer son approvisionnement auprès d'un autre fournisseur. Dans ce cas, la différence de prix sera à la charge du fournisseur initialement retenu pour la période.

#### **4-3 CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE**

Les marchandises seront de première fraîcheur et qualité : les centres hospitaliers n'ayant pas la capacité de stocker les fruits et légumes, il est tout particulièrement exigé des produits de bonne qualité gustative, un bon état de fraîcheur, des produits « mûrs à point », ou tout autre critère pouvant permettre d'apprécier la qualité des produits.

Tous les produits devront être sains, exempts de pourriture, de toute attaque de parasites, de traces de produits de traitement, de terre ou de racines.

Les emballages et matériaux de conditionnement doivent être propres, en bon état et exempts d'odeur particulière (résine, moisissure).

A chaque livraison des légumes et des fruits, le titulaire devra préciser pour les produits commandés :

- la désignation du produit,
- la catégorie et le calibre,

- la variété et l'origine demandée,
- le poids net,
- la température et maturité des produits.

Les fournisseurs présentant une offre devront obligatoirement livrer tous les sites hospitaliers objet du présent marché. La proposition faite pour un seul site sera écartée.

#### **4-3.1 Spécificités**

##### **Lot N° 1 :**

- Dans le questionnaire technique et le bordereau de prix du lot N° 1, le candidat devra apporter des informations en indiquant quels sont les fruits et légumes inscrits au catalogue répondant à la loi Egalim. Pour chaque exemple, le candidat devra fournir les justificatifs garantissant les modes de production.  
A ce titre, le fournisseur devra adresser en fin d'année, à chacun des établissements concernés, un document statistique sur ses commandes de produits répondant à cette loi.
- Livraison obligatoire avec un véhicule frigorifique.

#### **4-3.2 Produits d'importation**

Les offres devront obligatoirement mentionner l'origine des produits (française ou importation).

Pour les produits d'importation, il conviendra de préciser le pays d'origine lors de la livraison et de la facturation ainsi que sur le tableau des offres.

Les fournisseurs peuvent changer la variété des produits dans la mesure où un accord préalable a été donné par le coordonnateur du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, le CHICAS.

#### **4-3.3 Respect de la réglementation**

Les fruits et légumes frais, objet de cet accord-cadre, doivent satisfaire à la réglementation en vigueur, et en particulier :

- aux lois, décrets et arrêtés tels que répertoriés dans les brochures 1346 « Fruits et Légumes » de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.
- aux textes communautaires définissant les normes C.E.E. pour certains produits de grande consommation.
- aux spécifications techniques (F 1-77 et F 9-02) du GEMRCN (Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et de Nutrition) et aux normes homologuées AFNOR notamment en matière d'emballage, de marquage et d'étiquetage des unités de vente.

En l'absence de loi, règlement, décision ou dossier technique, les marchandises devront satisfaire aux usages loyaux et constants du commerce.

#### **4-3.1 Organismes génétiquement modifiés (OGM)**

Les produits proposés devront être conformes à l'étiquetage en vigueur sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Une préférence sera donnée aux produits exempts d'OGM.

#### **4-4 RESPONSABILITES**

Les livraisons seront effectuées aux lieux et heures indiqués par chacun des Responsables Restauration de chaque site et en aucun cas en dehors des heures d'ouverture des magasins (cf. annexe).

Elles seront conformes aux bons de commandes (provenance, appellation, calibre, prix, ...) et respecteront les délais fixés par ceux-ci.

Les fournitures seront livrées aux risques et périls et aux frais des fournisseurs.

Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectuent sous l'entière responsabilité du titulaire du marché.

Le titulaire demeure responsable des fraudes, avaries qui pourraient être commises par ses personnels ou transporteurs.

Le titulaire est responsable des éventuelles défaillances du transporteur (articles L. 132-5 à L. 133-6 du Code de Commerce).

En cas de dysfonctionnements récurrents, le titulaire doit mettre en place un plan de progrès.

#### **4-5 CONDITIONS DE TRANSPORT ET DE LIVRAISON**

Le fournisseur s'engage à respecter les contraintes spécifiques de chacun des établissements, indiquées sur les fiches logistiques.

Elles seront conformes aux bons de commandes et respecteront les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou par le transporteur) devra être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison établis en deux exemplaires, remis au moment de la livraison et émargés par le réceptionnaire, cachet et signature originaux. Un exemplaire sera conservé par le représentant de l'établissement hospitalier, un autre par le livreur.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

Le bordereau de livraison valorisé mentionnera obligatoirement :

- l'identification et adresse du destinataire,
- la référence à la commande et au marché
- la date d'expédition et de livraison,
- l'identification du titulaire et du transporteur du marché subséquent,
- l'identification des fournitures livrées (nature, quantité, poids, prix...),
- la traçabilité des produits,



- la date du bon de commande,
- les prix.

Les conditions de transport des produits frais et réfrigérés sont au minimum celles édictées par la réglementation en vigueur au moment de la livraison. Les moyens en personnel et en matériel (véhicules et contenants agréés) doivent présenter toutes les garanties de sécurité et d'hygiène indispensables aux denrées alimentaires conformément au Règlement n°852/2004 modifié, du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, et au Décret n° 2012-390 du 21 mars 2012 relatif à l'hygiène des produits, denrées alimentaires et aliments pour animaux mentionnés au 5° de l'article L. 214-1 du code de la consommation.

Les véhicules de livraison doivent être en parfait état de propreté et d'entretien et les appareils de réfrigération, en parfait état de fonctionnement. L'agrément technique du véhicule de livraison doit être à jour.

Les personnels préposés au transport des denrées doivent observer les règles de propreté la plus stricte.

Les produits dont les températures de stockage et de transport ne sont pas respectées seront refusés. La chaîne du froid ne doit pas être rompue, le transporteur doit pouvoir l'attester.

Tout changement de caractéristique d'un produit (provenance, calibre, variété, etc.) devra faire l'objet d'un accord préalable du Responsable de Restauration.

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une « Fiche incident » (cf. modèle joint en annexe au présent CCP).

La mise en service de cette fiche, permettra d'établir une liaison entre les représentants du Pouvoir Adjudicateur et le(s) fournisseur(s) retenu(s). Le but de cette fiche est d'améliorer la qualité du service rendu et de préserver de bonnes relations commerciales avec le(s) fournisseur(s).

#### **4-5.1 Emballage des produits frais et réfrigérés**

Les produits frais et réfrigérés doivent être livrés par le titulaire dans le conditionnement d'origine.

L'emballage doit être à usage unique et adapté à la chaîne du froid.

Les produits doivent être protégés tout au long de la chaîne du froid contre les contaminations extérieures microbiennes ou autres.

Chaque produit individuel ou ensemble de produits doit porter une étiquette visible et lisible présentant l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur.

Le fournisseur assurera la reprise de tous les types de palettes et emballages le concernant lors de la livraison suivante.

#### **4-5.2 Température des produits réfrigérés**

Au moment de la réception, tous les produits livrés de la 4<sup>ème</sup> gamme par le titulaire devront avoir une température comprise entre 0 et 4°C. Les températures supérieures de 2°C ne seront pas acceptées. Ils seront déclarés non-conformes, feront l'objet d'une fiche de non-conformité et d'un refus de la livraison. Ils devront être remplacés par le titulaire dans les 48h qui suivent le refus de la livraison.

#### **4-5.3 DLC des produits frais et réfrigérés**

Le délai entre la fabrication du produit et le jour de livraison doit être le plus court possible.

A la livraison, la DLC résiduelle ne pourra être inférieure à 5 jours.

Tout produit livré par le titulaire ayant une durée de conservation insuffisante ou une DLC trop courte, sera refusé. Le titulaire devra livrer un produit conforme dans les 48h.

#### **4-6 OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION**

Le contrôle de la livraison sera effectué en présence du chauffeur.

Elles seront opérées dans chaque établissement et pour chaque livraison par le Responsable Restauration ou son représentant dans les conditions prévues aux articles 23 à 25 du CCAG-FCS.

Le réceptionnaire effectuera, pour chaque lot, tant la réception quantitative (poids, nombre de colis, ...) que la réception qualitative (qualité, référence, ...).

##### **4-6.1 Réception quantitative**

Le poids des quantités livrées sera contrôlé par le fournisseur ou son représentant et le réceptionnaire.

En cas de non-conformité entre quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

La demande de mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative.

##### **4-6.2 Réception qualitative**

Le titulaire veille à ne livrer :

- aucun produit sous vide gonflé ou cloqué,
- aucun produit/emballage, déformé, écrasé.

Il est effectué lors de la réception un contrôle notamment de :

- l'hygiène générale et la température du véhicule,
- l'état des emballages et conditionnements,
- la température des produits,
- l'aspect des denrées
- l'étiquetage et la date limite de consommation.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'établissement adhérent prend une décision d'admission tacite, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

#### **4-7 NON-CONFORMITE**

La mise en place d'une « fiche incident » (jointe en annexe au présent CCP pour information) permettra d'établir une liaison entre les établissements hospitaliers, les titulaires, et l'établissement coordonnateur. Le but de cette fiche est de signaler les dysfonctionnements, d'améliorer la qualité du service rendu et de préserver de bonnes relations commerciales avec le fournisseur.

Le responsable restauration de chaque établissement, ou son représentant, pourra refuser toute ou partie de livraison s'il constate une défaillance.

Le fournisseur ne pourra en aucune manière prétendre à une indemnité.

Le titulaire s'engage à réaliser la reprise des produits non conformes, à ses frais et dans un délai de 96h, à justifier toute non-conformité et à mettre en place des actions correctives afin d'éviter ou de limiter l'apparition de dysfonctionnements.

Le titulaire devra livrer, à ses frais, une fourniture conforme dans les 48 h à compter de la livraison des produits suspects, défectueux ou manquants.

**NB** : après la réception des commandes, si les denrées présentent un caractère suspect lors de leur utilisation (couleur, odeur, consistance, corps étranger, ...), l'établissement adhérent en informera le titulaire et un avoir pourra être demandé.

#### **ARTICLE 5 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS**

En cas de rupture d'un produit indiqué sur la commande, le fournisseur retenu devra en avvertir l'acheteur au plus tard 48h avant la livraison prévue.

Tout changement de caractéristique d'un produit (provenance, calibre, variété, etc...) devra faire l'objet d'un accord préalable du Responsable de Restauration.

Le titulaire devra proposer un produit de substitution pour pallier la rupture, de qualité équivalente ou supérieure au produit notifié et à un prix inférieur ou équivalent au produit notifié.

Si le titulaire ne peut pallier cette rupture, les établissements hospitaliers concernés pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur ; dans ce cas, la différence de prix constatée est à la charge du titulaire défaillant.

#### **ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les établissements s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par le Centre Hospitalier ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

## **ARTICLE 7 – FORME DE PRIX**

Les prix sont libellés en Euros avec 2 décimales maximum.

Les marchés conclus sur la base du présent accord seront traités à prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix annoncés au BPU de l'accord-cadre sont des prix plafonds, fermes pendant toute la durée du marché.

**Les prix sont calculés franco de port et d'emballage**, quel que soit le montant de la commande. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents à la facturation, au conditionnement, et au transport jusqu'aux lieux de livraison.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation et de livraison.

Toute stipulation contraire mentionnée sur la facture est caduque.

### **Modalités de révision des prix :**

Les prix plafonds sont fermes pendant la durée du marché, mais en cas de hausse exceptionnelle du coût des matières en raison des conditions économiques extérieures et indépendantes de la volonté du titulaire, celui-ci pourra demander une révision de ses tarifs. Il devra :

- apporter tout élément de preuve (nationaux, internationaux, courrier, articles, cotations, etc..) justifiant de la fluctuation des coûts
- prouver que les augmentations de tarifs sont appliquées à l'ensemble de ses clients



- répercuter la hausse sur sa société et pas seulement sur le Groupement.

## **ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Chacun des établissements hospitaliers fera l'objet d'une facturation particulière.

Les factures seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

- ✦ Pour le site hospitalier de LARAGNE :  
Centre Hospitalier Buëch-Durance  
Direction des Achats et de la Logistique  
Rue du Docteur Provansal  
05300 LARAGNE-MONTEGLIN
- ✦ Pour les sites hospitaliers de SISTERON et de GAP (CHICAS) :  
Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud  
Direction des Achats, de la Logistique, du Patrimoine et des Equipements  
1, place Auguste Muret  
B.P. 101  
05007 GAP CEDEX
- ✦ Pour le site hospitalier d'EMBRUN :  
Centre Hospitalier  
Cellule Achats  
8, rue Pierre et Marie Curie  
05200 EMBRUN
- ✦ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES QUEYRAS :  
Centre Hospitalier  
Cellule Achats  
Rue Saint Jacques  
05470 AIGUILLES
- ✦ Pour le GCS Plateforme hospitalière de territoire des Hautes-Alpes à BRIANCON :  
GCS Plateforme hospitalière des Hautes-Alpes  
Centre Hospitalier des Escartons  
Services Economiques  
24, avenue Adrien Daurelle  
05105 BRIANCON CEDEX
- ✦ Pour l'EHPAD Guil Ecrins :  
Résidence Guil Ecrins  
Le Queyron  
05600 GUILLESTRE

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro),
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le site hospitalier de LARAGNE :
  - N° SIRET CHBD : 200 030 153 00015
  - Code service : CHBD\_economat
- ✚ Pour les sites hospitaliers de SISTERON et de GAP (CHICAS) :
  - N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016
  - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
    - ✓ SE : SERVICES ECONOMIQUES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
    - ✓ ou SE-SCP : SERVICES ECONOMIQUES sans commande préalable (s'il n'y a pas de bon de commande).
- ✚ Pour le site hospitalier d'EMBRUN :
  - N° SIRET CH EMBRUN : 260 500 053 00012
  - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
    - ✓ SE : SERVICES ECONOMIQUES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS :
  - N° SIRET CH AIGUILLES : 260 500 038 00013
- ✚ Pour le GCS plateforme hospitalière de territoire des hautes Alpes :
  - N° SIRET GCS : 130 024 482 000 15
- ✚ Pour l'EHPAD Guil Ecrins :
  - N° SIRET Résidence Guil Ecrins : 260 503 446 00015
- ✚ Pour le site hospitalier de BARCELONNETTE :
  - N° SIRET CH BARCELONNETTE : 260 400 023 00040

Chaque Centre Hospitalier se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités ci-après.

Le titulaire s'engage sur des jours précis de livraison.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule ci-après :

$$P = V \times R / 50$$

P = Montant des pénalités

V = Valeur produits en retard

R = Nombre de jours de retard

Ces pénalités devront être retranscrites sous forme d'avoir sur demande de l'établissement hospitalier concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT**

### **10-1 RESILIATION**

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 6 du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

### **10-2 EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 36 du CCAG-FCS).

En cas de différence de prix au détriment du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

## **ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document cahier des charges particulières.

## **ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES**

Les litiges portant sur la fourniture seront réglés suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Tout différend survenant à l'occasion de la consultation sera soumis au coordonnateur du Groupement de Commandes qui assure le suivi du marché, mais ne saurait en aucun cas se substituer au représentant légal de chaque établissement adhérent en matière de contentieux éventuel.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre les adhérents et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr).

Fait à GAP, le 27/06/2025

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud :  
Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,  
La Directrice Adjointe :



Chloé SCHMITT



## ANNEXE N° 2 – FICHE INCIDENT

### **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 04/05**

Etablissement coordonnateur : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud

Direction des Achats et de la Logistique

1, place Auguste Muret - BP 101 - 05007 GAP Cedex

☎ 04.92.40.28.04 Fax 04.92.40.61.68

**FICHE INCIDENT A TRANSMETTRE :**  
**cellulemarches@chicas-gap.fr**

#### **ETABLISSEMENT :**

Coordonnées de la personne ayant constaté la non-conformité :

Date de l'incident ...../...../..... Heure : .....h..... Fournisseur : .....

Numéro de commande/bon de  
livraison/facture : .....

Libellé du produit, lot et sous-lot du marché :

- ☐ Rupture de stock, prévenu le ...../...../..... pour livraison du ...../...../.....
- ☐ Livraison incomplète, sans en avoir été informé au préalable : commande du ...../...../.....
- ☐ Température non conforme : ..... °C
- ☐ Produit non conforme à la commande ☐ Emballage détérioré
- ☐ D.L.C. / D.L.U.O. trop courte ☐ D.L.C. / D.L.U.O. dépassée
- ☐ Produit de mauvaise qualité (préciser la nature du problème, n° de lot, date de fabrication, autres indications) :

☐ Problème de facturation

☐ Etiquetage non conforme

#### Commentaires

#### Suite donnée à l'incident

Date ...../...../.....

- ☐ Marchandise refusée ☐ Signalé au livreur
- ☐ Déclaration de l'incident au fournisseur : fax / mail / téléphone (entourer votre action)

Action/Réponse du fournisseur :

.....  
.....  
...

Observations - mesures correctives/préventives prises par la cuisine

.....  
.....  
...

Date de rédaction de la fiche incident : ...../...../.....

Nom/Prénom - Fonction et signature :